

## Capitalisme et Humanisme: les faux frères

“Il est 08h30, et c’est l’heure de votre nouveau flash d’actualité”.

Stéphane vient d’arrêter son véhicule en bordure de la départementale, juste avant ce pont qu’il franchit tous les jours depuis un peu plus de vingt ans.

La radio débite le bulletin de cette matinée de décembre 2010 : le chômage est encore en progression, le carburant poursuit son ascension sournoise à la pompe, le marché immobilier repart de plus belle à la hausse.

Accessoirement, dans la rubrique économique, on annonce des bénéfiques records pour les banques stars du CAC40, un invité politique de circonstance se croyant autorisé à préciser que la reprise est là, le plus noir de la crise derrière nous, et qu’il suffit de croire en des jours meilleurs qui, c’est certain, finiront bien par arriver, pour peu que l’on prolonge ses fonctions aux prochaines élections...

Stéphane n’écoute déjà plus. Ce monde qu’on lui décrit à moindre frais tous les jours dans les médias ne correspond définitivement pas à celui dans lequel il essaie de survivre depuis plusieurs mois. Pourtant, le décor est respecté : l’entreprise dans laquelle il travaille gagne beaucoup d’argent et se félicite de surperformer ses objectifs à chaque présentation de ses résultats aux actionnaires. Stéphane y contribue quotidiennement, presque tous les soirs et certains de ses week-ends. Mais étrangement, il a le sentiment d’exister de moins en moins dans cette entreprise à laquelle il a pourtant tant donné : il a changé de poste ou de métier tous les 30 mois en moyenne, 4 fois de région, son conjoint perdant son emploi à chaque déménagement et n’ayant pu en retrouver un lors du dernier. La situation financière du ménage s’étant de fait précarisée, Stéphane a redoublé encore d’efforts, espérant de la reconnaissance, une promotion, un juste retour à la hauteur de son investissement. Mais non, rien...

Jusqu’à cet entretien hier après-midi avec cette hiérarchie qui le méprise, et lors duquel on lui a fait remarquer qu’il manquait de dynamisme, et qu’il était un frein à l’atteinte des objectifs collectifs de son service. Pire, il comprendrait les situations moins rapidement que ses collègues, ce qui poserait question quant à son employabilité. Stéphane avait à ce moment précis failli se sentir mal et s’était réfugié dans les toilettes de son étage, le temps de reprendre ses esprits. En rentrant chez lui, il s’était efforcé de

donner le change en ne laissant rien paraître à son épouse et à ses enfants, mais quelque chose s'était brisé au plus profond de lui-même.

Stéphane dépose sur le siège avant droit de sa voiture la lettre qu'il a rédigée pendant la nuit. Au moins, on ne racontera pas n'importe quoi à posteriori sur les raisons de son départ : il a connu cela précédemment, lorsque d'autres collègues ont fait le choix de partir, refusant de souffrir davantage à leur travail. L'entreprise avait mis au point une stratégie de communication visant à expliquer la multi-causalité de leur souffrance, avec l'incontournable point commun : les raisons de leur suicide relevaient exclusivement du domaine de leur vie privée, la hiérarchie recherchant le dédouanement immédiat. Avec cette lettre, le stratagème ne pourra pas fonctionner et Stéphane aura le sentiment d'avoir œuvré une dernière fois dans l'intérêt collectif.

La brise fraîche du matin glisse sur son visage. Une étrange sérénité l'envahit, il n'éprouve aucune crainte, mais une formidable délivrance, alors qu'il bascule vers sa destinée...

Stéphane rejoint les sinistres statistiques des suicides dans son entreprise : 26 pour cette seule année 2010, soit un toutes les deux semaines, en forte progression depuis trois ans. En France, les pathologies psychosociales, telles que la dépression ou l'anxiété s'inscrivent au premier rang des maladies professionnelles, selon un rapport rendu public en 2009 et portant sur les consultations en 2007 auprès de médecins experts en santé du travail. Psychiatre et psychanalyste, titulaire de la chaire de psychanalyse-santé-travail au Conservatoire national des arts et métiers, Christophe Dejours pointe du doigt l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail : si l'on associe à l'évolution une sanction, bonus ou prime, ou à l'inverse une sanction négative, l'évolution se transforme en un système de menace, ce qui met les personnes en concurrence. Peu à peu, le respect et la confiance disparaissent et, en quelques temps, on aboutit à une déstructuration du vivre-ensemble. Cette perte de coopération crée des dysfonctionnements du fait que les gens ne communiquent plus. Pour corriger cela, il faut s'intéresser au travail collectif.

Pour Jean-Claude Delgenes, Directeur Général de Technologia, cabinet spécialisé en évaluation et en prévention des risques professionnels, il existe des statistiques qui font état de 11000 suicides par an en France, dont 500 d'origine professionnelle, mais ces chiffres sont largement minorés. Beaucoup d'accidents du travail sont en fait des suicides déguisés, et bon nombre de suicides professionnels ont lieu en dehors de l'entreprise. Il serait plus juste de parler d'au moins 1000 suicides d'origine

professionnelle, avec notamment les « éco-suicides » provoqués par les licenciements, et dont on parle trop peu.

Comment cet immense désastre humain peut-il continuer de servir le seul système qui ait démontré, à travers l'Histoire, sa capacité à générer de la richesse sur une base pérenne : le capitalisme ? Regardons quelque peu en arrière...

Depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, la question du commencement de l'histoire du capitalisme, de ses origines, de sa consistance et surtout de son évolution est la source de débats sociologiques, économiques et historiques majeurs. Le sujet soulève de nombreuses polémiques et confrontations entre les grands courants politiques et économiques : impérialisme, colonialisme, inégalités, crises économiques, exploitation, mais aussi démocratie, liberté, développement, richesse et abondance.

Selon Fernand Braudel, historien français du siècle dernier, et auteur de « La Dynamique du capitalisme » en 1985, le capitalisme trouve ses premières racines anciennes et prestigieuses dans le rayonnement des grandes cités-Etats marchandes (Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam), mais d'une amplitude relativement modeste.

Dès le Moyen-Age, on trouve les premières manifestations du capitalisme commercial en Italie et aux Pays-Bas. Le commerce maritime avec l'Orient a enrichi les cités italiennes à la suite des croisades, tandis que les Pays-Bas, à l'embouchure du Rhin, font le lien entre l'Italie et l'Europe du Nord. Dans les grandes cités, les marchands de draps et de soieries adoptent des méthodes de gestion capitalistes. Ils effectuent des ventes en gros, établissent des comptoirs et vendent leurs produits dans l'ensemble des grandes foires européennes. Ils se fournissent en matière première aussi bien en Europe qu'au Levant. Dans cette époque troublée du Moyen-Age, ils règlent leurs paiements par lettres de change, moins dangereuses que le transport de métaux précieux. C'est donc logiquement que se développent, en parallèle du capitalisme commercial, les premières activités bancaires du capitalisme financier : dépôts, prêts sur gage, lettre de change, assurance pour les navires.

Ces capitalistes s'enrichissent si bien qu'ils étendent leur emprise économique sur l'ensemble de l'Occident chrétien, créant ainsi ce que Fernand Braudel appelle une « économie-monde ». Dans son analyse, il distingue l'« économie de marché » du capitalisme, ce dernier constituant une sorte de « contre-marché ». Selon lui, l'économie de marché (c'est à dire l'économie locale à cette époque) est dominée par les règles et les échanges loyaux, parce que soumise à la concurrence et à une relative transparence,

le capitalisme tentant quant à lui de la fuir dans le commerce lointain afin de s'affranchir des règles et de développer des échanges inégaux comme nouvelles sources d'enrichissement.

Un peu plus tard, au XVe siècle, la mise au point de l'imprimerie à caractères mobiles par Gutenberg annonce le futur économique du monde occidental. Soucieux de préserver autant qu'il se peut les secrets de ses recherches, contraint à des emprunts monétaires importants, il est en quelque sorte l'archétype des futurs capitalistes. Son objectif est de répondre à une demande insatisfaite : la demande de culture des esprits de moins en moins analphabètes de la Renaissance. Au besoin de publications à grande échelle de livres majeurs, va rapidement suivre la demande d'une production plus diversifiée. Le nouveau système technique qui se met en place à la Renaissance permet l'émergence de certains principes du capitalisme moderne comme l'amélioration de la productivité, l'économie de main d'œuvre, l'augmentation de la production en volume et sa diversification, ou encore l'investissement. Il s'appuie sur quelques innovations de rupture comme le haut fourneau, l'imprimerie, le système bielle-manivelle, la montée en puissance des grands secteurs industriels, tels que la métallurgie et l'exploitation minière, et l'utilisation courante d'une source d'énergie : l'hydraulique. Ce système persistera jusqu'au milieu du XVIIIe siècle et entrainera l'adoption d'un système social correspondant pour être au final à la fois le terreau d'un capitalisme naissant et le tombeau du régime féodal qui n'aura pas su s'inscrire dans cette mutation en profondeur.

Au XVIe siècle, la pensée économique n'est plus dominée par les théologiens, mais par des penseurs laïcs qui se soucient en premier lieu de la puissance de l'Etat : les mercantilistes. Afin d'assurer l'expansion de la richesse du Prince, les valeurs religieuses sont oubliées. Peu importe que l'usure soit un péché ou non, les gouvernants ne se soucient plus que telle ou telle politique commerciale ne soit pas chrétienne : seule compte la raison d'Etat. Bien que cette pensée ne soit pas celle du capitalisme, puisqu'elle ne se soucie que de l'importance de la puissance de l'Etat et non du développement de la richesse privée, elle contribue malgré tout à éliminer les valeurs religieuses, et plus tard à préparer les évolutions futures.

Au XVIIe siècle, la Hollande acquiert d'importants comptoirs en Inde et développe le commerce des épices et du poivre. Elle s'établit au Japon et commerce avec la Chine. Elle devient le nouveau centre de l'« économie-monde » chère à Fernand Braudel. En 1602, elle fonde la première

Compagnie des Indes orientales : c'est la première grande société par actions, dont les dividendes s'élevaient souvent à 15, voire 25%. De 3100 florins, les actions grimperont à 17000 florins à la fin du siècle. Elles étaient soumises à d'incessantes spéculations, alimentées par les rumeurs les plus infondées, voire des campagnes de désinformation organisées. La Compagnie émet aussi des obligations et le modèle inspire la création de compagnies dans l'industrie métallurgique, textile, papier, etc. Parallèlement, l'afflux d'or depuis les colonies d'Amérique permet une stimulation des échanges, un perfectionnement des méthodes de paiement et des techniques monétaires. Les premiers billets apparaissent. Mais la Hollande connaît également la première bulle spéculative de l'Histoire : la Tulipomanie. Vers 1630, le prix des tulipes s'envole littéralement, l'oignon atteignant parfois le prix d'une maison bourgeoise. Le seuil de l'irrationalité étant atteint, le premier krach de l'Histoire se produit.

Un peu plus tard, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, suite aux mouvements révolutionnaires de la capitale, les châteaux des campagnes sont assaillis dès la fin juillet 1789 par les paysans qui contestent la propriété seigneuriale. Dans la nuit du 4 août 1789, les privilèges de la noblesse sont abolis et la propriété foncière est dès lors ouverte à la bourgeoisie. Enfin, le 26 août, la propriété privée est, « sous les auspices de l'Être suprême », reconnue dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen comme un droit inaliénable. La constitution du marché du travail et la liberté des capitaux est permise en juin 1791 par la Loi Le Chapelier, laquelle interdit dans le même temps toute liberté d'association, c'est-à-dire syndicats et grèves.

Le XIX<sup>e</sup> siècle sonne l'avènement de la révolution industrielle. Les productions de plus en plus importantes en volume, et les produits de plus en plus complexes, nécessitent des investissements de plus en plus grands. C'est le cas dans l'industrie naissante, mais aussi dans l'agriculture où de grosses machines (telles les moissonneuses batteuses dès 1834) font leur apparition. L'écart croissant entre le coût de ces machines et les salaires, ainsi que la limitation des biens communs et la dureté du travail, contribuent à segmenter la société en deux groupes bien distincts : les propriétaires du capital d'une part, et ceux que Marx appellera plus tard les « prolétaires » d'autre part. Les usines se développent, les paysans quittent leurs campagnes afin de rejoindre les villes et vendre leur force de travail dans l'industrie. En l'espace d'un siècle, le triomphe du capitalisme industriel a transformé une société traditionnelle, rurale et agricole, en une société urbaine et industrielle. L'exode rural, combiné à l'explosion

démographique, a dépeuplé les campagnes et les ouvriers sont venus s'entasser dans les banlieues des grandes cités industrielles. Les paysages sont profondément transformés, les « villes champignons » se multiplient, les grands centres économiques sont rebâtis, les régions charbonnières sont défigurées.

Sur le plan social, le « capitalisme managérial » émergent au tournant des deux siècles provoque de nouvelles distinctions entre propriétaires, entrepreneurs, ouvriers et gestionnaires. Dès lors, les profits sont de moins en moins légitimes et s'apparentent à une rente, car il n'est plus seulement question de la rémunération de leur talent d'entrepreneur. Les modifications du travail et de son organisation engendrées par l'arrivée de machines entraînent pour les travailleurs une source de chômage, mais surtout de déqualification. Pour Adam Smith, auteur de la Richesse des nations, le développement du machinisme et la division du travail abrutissent les hommes et amènent à les considérer comme de simples machines devant réaliser un même geste simple toute la journée.

De fait, pour les capitalistes, la machine a longtemps primé sur l'Homme. C'est ce dernier qu'on adapte. Lorsqu'un accident le prive d'un bras, on change l'Homme sans s'inquiéter de l'adéquation de la machine. Lorsque la machine et certains de ses composants sont difficiles d'accès, on emploie des enfants, dont la taille permet d'atteindre des endroits peu accessibles.

Sous la pression du développement du mouvement ouvrier et de la question sociale, le législateur va réagir pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. Des lois vont progressivement améliorer le temps de travail, les conditions de travail, le premier âge du travail, l'accès aux soins, etc.

Aujourd'hui, la catégorie des risques psychosociaux a fait son entrée parmi les outils de qualification et d'évaluation des situations et des conditions de travail. La notion centrale qui retient l'attention est celle de stress. Ainsi, selon une étude récente CSA/Liaisons sociales, ce ne sont pas moins de 47% des salariés en France qui déclarent éprouver souvent du stress au travail, et un tiers présente des difficultés psychologiques. D'autres études évaluent le coût médical du stress en France à 413 millions d'euros et l'absentéisme à 279 millions d'euros.

Qu'importe. Le capitalisme s'est mu en mécanique sans foi ni loi. A la fin du siècle dernier, 1% de la population américaine captait plus de 40% de la croissance de la richesse dans le pays. Quelques années plus tard, loin d'avoir tiré les moindres leçons des turbulences récentes, moins du quart

de ce pourcent s'approprie désormais plus de 45% de cette croissance ! Cela concourt fortement à l'accroissement de l'écart entre riches et pauvres, à la dévalorisation des professions dans le monde éducatif, à la désaffection pour certains métiers techniques. Les administrateurs et les dirigeants des grands groupes ont totalement perdu le sens de la mesure et ignorent pour eux-mêmes les conseils qu'ils prodiguent à leurs salariés, leur demandant d'être toujours plus flexibles, plus productifs, plus polyvalents... jusqu'à parfois en mourir. Les suicides au travail au Technocentre de Renault à Guyancourt ou encore à France Telecom (1 toutes les 2 semaines en 2010) ont contribué à une prise de conscience collective de ce mal sournois longtemps ignoré. Ils ne sont hélas pas une spécificité de ces deux entreprises : de BNP Paribas à EDF, en passant par IBM et La Poste, aucun secteur n'a été épargné ces dernières années. Mais les lignes bougent : le patronat, pour qui le stress est avant tout un problème individuel, a finalement accepté de considérer l'organisation du travail comme un facteur potentiel de tension.

La Justice, quant à elle, ne reste plus sourde aux appels. Le 14 décembre 2009, le Procureur de la République de Paris a ouvert une information judiciaire pour harcèlement moral et mise en danger de la vie d'autrui à France Telecom, s'appuyant sur une plainte des organisations syndicales à l'encontre des trois principaux dirigeants de l'entreprise et sur un rapport record de 82 pages de l'Inspection du Travail des Hauts-de-Seine.

Si le capitalisme a permis d'améliorer les conditions de vie d'un pourcentage non négligeable des plus défavorisés et a fait reculer, ces dernières années, la pauvreté, mesurée en termes monétaires, à l'échelle mondiale, il n'a fait qu'exacerber les inégalités sociales en réduisant de plus en plus l'entreprise à ses seuls actionnaires.

Dans un monde où l'économie n'est plus au service de l'homme, mais l'homme devenu esclave de l'économie, les objectifs de productivité et les méthodes de management poussent les salariés jusqu'au bout de leurs limites. Jamais maladies, accidents du travail, souffrances physiques et psychologiques n'ont atteint un tel niveau. Il y a urgence à repenser l'organisation du travail.

J'ai dit.

#### Références :

La Main visible des managers, Alfred Chandler, 1977

La Dynamique du capitalisme, Fernand Braudel, 1985

La Richesse des nations, Adam Smith, 1776

Suicide et travail : que faire ? Christophe Dejours, 2009